



Les grands titres:

- Libye : l'ONU condamne une attaque terroriste à la voiture piégée
- Somalie : l'ONU condamne un attentat du groupe terroriste Al-Chabab
- Ukraine : l'ONU s'inquiète des conséquences du non-respect du cessez-le-feu sur les civils
- Syrie : Ban Ki-moon appelle les parties à désamorcer le conflit
- A Paris, le chef de la FAO appelle à changer notre modèle de production agricole
- Nigéria : Ban Ki-moon appelle au respect du nouveau calendrier électoral
- Syrie : des experts de l'ONU dénoncent l'impunité généralisée dans le pays
- L'ONU condamne un incident raciste lors d'une rencontre européenne de football à Paris

Libye : l'ONU condamne une attaque terroriste à la voiture piégée



20 février - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) ont fortement condamné vendredi une série d'attentats suicides à la voiture piégée dans la ville d'Al Qubbah, dans l'est de la Libye, la dernière attaque terroriste en date à frapper ce pays miné par la guerre.

Selon la presse, les attentats, qui auraient fait au moins 45 morts et de nombreux blessés, se sont produits plus tôt dans la matinée sous la forme de trois vagues d'explosion, un kamikaze ayant fait sauter son véhicule près d'une station-service très fréquentée tandis que deux autres faisaient exploser leurs voitures piégées près du domicile du Président du Parlement libyen, Aqila Saleh Kuweider, et du siège des services de sécurité du Gouvernement.

« Ces actes terroristes sont un rappel supplémentaire qu'une solution politique à la crise actuelle doit être trouvée rapidement pour rétablir la paix et la stabilité dans le pays et lutter contre le terrorisme », a déclaré M. Ban, s'exprimant par l'intermédiaire de son Porte-parole dans un communiqué de presse à New York.

Le chef de l'ONU a par ailleurs exprimé ses plus sincères condoléances aux familles des victimes de ces « actes déplorables » ainsi qu'au peuple libyen.

Dans un communiqué de presse, la MANUL a également « vivement rejeté » ces « actes lâches ».

« La Mission estime que la meilleure réponse pour lutter contre le terrorisme et la violence est pour les Libyens de poursuivre les négociations en faveur d'une solution politique au conflit et de rétablir la stabilité et l'unité du pays ainsi que les institutions de l'État », a ajouté la MANUL.

Cet attentat intervient en effet alors que les différentes parties au conflit se sont engagées dans un processus de négociations, sous l'égide de la MANUL. Plusieurs cycles de pourparlers inter-libyens se sont ainsi tenus à Genève en janvier et dans la ville libyenne de Ghadamès le 11 février, avec pour objectif de trouver une solution politique au conflit, notamment par la

formation d'un gouvernement d'unité nationale.

Cependant, la détérioration de la situation sécuritaire et les sursauts de violence dont la Libye a été le cadre au cours des dernières semaines, notamment suite à la décapitation de 21 hommes, dont 20 ressortissants coptes chrétiens d'Egypte, par un groupe affilié à l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), ont provoqué l'inquiétude croissante de la communauté internationale, sur fond de crise humanitaire dans la pays.

Somalie : l'ONU condamne un attentat du groupe terroriste Al-Chabab



20 février - Des hauts responsables des Nations Unies ont condamné vendredi dans les termes les plus vifs une attaque terroriste perpétrée contre le Central Hotel à Mogadiscio, revendiquée par le groupe terroriste Al-Chabab.

Selon la presse, l'attaque a blessé et entraîné la mort de dizaines de personnes, parmi lesquels des membres du gouvernement fédéral et du Parlement somaliens. Un grand nombre des personnes tuées et blessées se trouvaient sur les lieux afin de prendre part à la prière traditionnelle du vendredi.

Lors d'une conversation téléphonique avec le Président de la Somalie, Hassan Sheikh Mohamud, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exprimé ses plus sincères condoléances au gouvernement du pays et aux familles des personnes tuées, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés, a indiqué son Porte-parole dans une note à la presse.

M. Ban a également rendu hommage aux forces de sécurité somaliennes, qui ont permis de rétablir le contrôle de la situation.

« Les attentats terroristes ne risquent pas de décourager la volonté collective du peuple somalien d'aller de l'avant, ni l'engagement des Nations Unies » à soutenir le pays dans ses efforts de reconstruction de la paix et de la prospérité, a conclu le Secrétaire général.

« Une telle attaque aveugle contre le peuple somalien est un crime cruel et méprisable destiné à priver les Somaliens de tout espoir d'un avenir meilleur », a déploré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Somalie, Nicholas Kay dans un communiqué de presse.

« En dépit de ces atrocités inhumaines, les Somaliens travaillent avec succès à la reconstruction de leurs institutions gouvernementales et des forces de sécurité, après plus de deux décennies de faillite de l'État et de conflits », a salué M. Kay, qui est également le chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM).

Le Représentant spécial a réaffirmé la détermination de la MANUSOM à soutenir le peuple somalien dans sa poursuite d'un avenir pacifique et stable.

M. Kay a également exprimé ses sincères condoléances aux familles et amis de ceux qui ont perdu la vie dans l'attaque, ainsi qu'au peuple et au gouvernement fédéral de la Somalie.

Dans une déclaration à la presse à New York, le Conseil de sécurité de l'ONU a également condamné l'attaque. Il a réitéré sa détermination à combattre toutes les formes de terrorisme, conformément à la responsabilité qui lui incombe en vertu de la Charte des Nations Unies.

Soulignant la nécessité de traduire les auteurs, organisateurs, soutiens financiers et commanditaires de ces actes de terrorisme devant la justice, les membres du Conseil ont exhorté tous les États à coopérer activement avec les autorités somaliennes à cet égard, dans le respect du droit international, et en particulier

des droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire.

Ukraine : l'ONU s'inquiète des conséquences du non-respect du cessez-le-feu sur les civils



20 février - Alors que le cessez-le-feu du 15 février dernier s'est traduit par une réduction des hostilités dans l'est de l'Ukraine, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, ont fait part vendredi de leur profonde préoccupation face aux conséquences sur les civils de la poursuite des combats dans la région de Debaltseve.

A l'occasion d'un point de presse à Genève, le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, s'est inquiété du sort des civils, mais aussi des militaires ukrainiens démobilisés qui ont été capturés ou blessés dans la région de Debaltseve, où de violents combats ont eu lieu jusqu'au 18 février, suite à des violations répétées du cessez-le-feu par les groupes armés.

« Nous ne savons pas combien de civils ont été pris au piège alors que les combats faisaient rage dans la ville, combien ont été blessés ou tués, et s'ils ont désormais accès à des soins médicaux et autres services de base », a déploré M. Colville. « Nous regrettons par ailleurs profondément que les observateurs de l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe] n'aient toujours pas été autorisés à accéder à cette zone », a-t-il ajouté.

« Nous sommes également préoccupés par la reprise des bombardements dans des zones habitées, notamment dans les villes de Donetsk et de Mariupol », a-t-il ajouté, précisant qu'il était crucial que le cessez-le-feu soit respecté afin de mettre pleinement en œuvre les accords de Minsk.

Selon le HCDH, au moins 5.692 personnes ont trouvé la mort depuis le début du conflit à la mi-avril 2014 et au moins 14.122 personnes ont été blessées dans l'est de l'Ukraine. S'il a précisé que ces estimations sont sans doute inférieures à la réalité, M. Colville a anticipé une nouvelle augmentation du nombre de victimes dans les prochains jours, en raison de la publication de nouveaux rapports sur la période précédant le cessez-le-feu.

Le porte-parole de l' HCDH s'est également inquiété du sort de la pilote de l'armée ukrainienne, Nadiia Savchenko, détenue à Moscou depuis juillet 2014, qui entamait aujourd'hui son 70ième jour de grève de la faim. M. Colville a appelé les autorités russes à libérer sans délais M. Savchenko pour des raisons humanitaires.

Lors d'une conversation téléphonique avec le Ministre des affaires étrangères ukrainien, Pavlo Klimkin, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a félicité vendredi ce dernier pour ses efforts en faveur d'une solution pacifique au conflit en cours dans l'est de l'Ukraine.

Toutefois, a indiqué son porte-parole dans une note à la presse, le chef de l'ONU a fait part de sa préoccupation face à la situation toujours dangereuse sur le terrain.

M. Ban a également exprimé son souhait de voir l'accord de cessez-le-feu signé le 12 février à Minsk se prolonger dans l'ensemble de la région.

Syrie : Ban Ki-moon appelle les parties à désamorcer le conflit



20 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé toutes les parties à désamorcer le conflit en Syrie afin de fournir un répit aux civils qui souffrent depuis trop longtemps des affrontements dans le pays.

S'exprimant par l'intermédiaire de son porte-parole dans un communiqué de presse à New York, le chef de l'ONU a estimé qu'une désescalade immédiate du conflit était indispensable pour envisager une solution politique.

Le Secrétaire général a pris note des informations rapportées le 17 février dernier au Conseil de sécurité de l'Organisation par l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, selon lesquelles le gouvernement syrien se serait engagé à « suspendre toutes les attaques aériennes et les tirs d'artillerie dans la ville d'Alep pour une période de six semaines ».

Selon M. Ban, cette décision était motivée par le fait de permettre aux Nations Unies de mettre en œuvre un projet pilote de livraison de l'aide humanitaire sans entrave, en commençant par une localité dans les environs d'Alep.

Le Secrétaire général a rappelé que le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé les parties à « mettre un terme à l'utilisation aveugle d'armes dans les zones peuplées en Syrie, y compris les attaques aériennes et les tirs d'artillerie ». Il attend par conséquent du gouvernement syrien qu'il donne suite à ses engagements.

M. Ban a également exhorté tous les groupes d'opposition armés dans Alep à suspendre leurs bombardements de la ville.

« Les quatre dernières années de guerre ont entraîné la mort de plus de 200.000 civils, la plus grave crise de réfugiés des temps modernes et la création d'un environnement propice à l'épanouissement de groupes extrémistes et d'organisations terroristes telles que EIIL [État islamique d'Iraq et du Levant]/ Daesh », a déploré le Secrétaire général.

Ajoutant qu'il n'existait pas de solution militaire à ce conflit, M. Ban a appelé les parties à trouver une solution politique pour mettre fin aux souffrances des victimes civiles et à la fragmentation croissante de la Syrie.

A Paris, le chef de la FAO appelle à changer notre modèle de production agricole



20 février - Le modèle de production agricole qui prédomine de nos jours n'est pas adapté aux nouveaux enjeux liés à la sécurité alimentaire du XXIème siècle, a déclaré vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« Si le nombre de personnes souffrant de faim chronique a diminué de 100 millions au cours de la dernière décennie, 805 millions d'individus ne mangent toujours pas à leur faim », a fait remarquer le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, dans son allocution aux ministres, scientifiques, agriculteurs et représentants de la société civile

réunis à Paris pour un Forum international sur l'agriculture et le changement climatique.

Constatant que, bien que le monde produise aujourd'hui suffisamment de nourriture pour subvenir aux besoins de tous, le problème de la faim persiste, M. Graziano da Silva a déclaré que la production vivrière n'est pas une condition suffisante pour atteindre la sécurité alimentaire.

« Ce qui prédomine actuellement est un modèle de production qui n'est pas en mesure d'empêcher la dégradation des sols et la perte de biodiversité – deux biens essentiels, en particulier pour les générations futures. Ce modèle doit être révisé. Il faut opérer un revirement complet. Les systèmes ont besoin d'être plus durables, inclusifs et résilients », a précisé le Directeur général de la FAO.

Selon M. Graziano da Silva, l'agriculture peut avoir un rôle très important à jouer, d'une part pour garantir la sécurité alimentaire, mais également pour renforcer la résilience face aux effets du changement climatique et réduire les émissions des gaz à effet de serre imputables aux activités de l'homme.

M. Graziano da Silva a ainsi évoqué une nouvelle approche prometteuse, connue sous le nom d'« agriculture intelligente face au climat », qui consiste à adapter les pratiques agricoles en renforçant leur résilience face aux pressions environnementales, tout en réduisant l'empreinte des activités agricoles elles-mêmes sur l'environnement.

Le Directeur général de la FAO a par ailleurs attiré l'attention sur « l'agro-écologie », une approche fondée sur la théorie écologique pour augmenter à la fois la productivité et la capacité de conservation des ressources naturelles des systèmes agricoles.

Ce Forum international sur l'agriculture et le changement climatique est le premier d'une série d'événements qui précéderont le sommet mondial sur le climat de décembre 2015. Durant sa visite en France, M. Graziano da Silva a également rencontré le Président du pays, François Hollande. Il participera samedi 21 février à l'ouverture du Salon international de l'agriculture de Paris.

Nigéria : Ban Ki-moon appelle au respect du nouveau calendrier électoral



20 février - Suite à la décision de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de reporter les élections du pays, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a prié instamment vendredi le gouvernement et la CENI de tout faire pour que ces nouvelles échéances soient respectées.

Initialement prévues le 14 février 2015, les élections du pays avaient été reportées par la CENI au 28 mars et 11 avril prochains.

S'exprimant par l'intermédiaire de son Porte-parole dans un communiqué de presse à New York, le chef de l'ONU a appelé les autorités nigérianes à garantir le maintien de ces nouvelles dates, conformément aux dispositions de la Constitution nigériane.

M. Ban s'est en outre félicité des engagements pris par les candidats à la présidence de respecter le nouveau calendrier électoral.

Le Secrétaire général a également salué les progrès réalisés par la CENI dans la préparation des élections, y compris concernant la distribution des cartes d'électeurs permanents.

Il a exhorté toutes les institutions nationales concernées à continuer de travailler avec la CENI afin de faire en sorte que tous les électeurs puissent exercer leur droit constitutionnel à prendre part aux élections librement et sans intimidation.

Le Secrétaire général s'est néanmoins fortement inquiété des rapports faisant état de violences liées aux élections. Il a exhorté tous les dirigeants politiques à respecter leurs engagements en vertu de l'Accord d'Abuja, les engageant à s'abstenir de déclarations incendiaires et à condamner immédiatement les déclarations de leurs partisans incitant à la violence ou à la subversion du processus électoral.

Enfin, M. Ban a réitéré aux Nigériens le soutien des Nations Unies en faveur de la bonne tenue des futures élections, précisant que son Représentant de haut niveau pour le pays, Mohamed Ibn Chambas, resterait en contact étroit avec les autorités nigérianes au cours des prochaines semaines.

Syrie : des experts de l'ONU dénoncent l'impunité généralisée dans le pays



20 février - Alors que des crimes innombrables sont commis en toute impunité chaque jour en Syrie, peu de progrès ont été accomplis en vue de garantir la paix et la justice pour les Syriens, indique un nouveau rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur la République arabe syrienne, rendu public vendredi.

Destiné au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, ce rapport, dont il s'agit de la neuvième édition, appelle la communauté internationale à se mobiliser d'urgence en réaction aux « crimes choquants » qui continuent d'être perpétrés contre le peuple syrien et recense les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises en Syrie entre mars 2011 et janvier 2015. Il se fonde sur plus de 3.550 entretiens avec des victimes et des témoins à l'intérieur et l'extérieur du pays, réalisés par la Commission d'enquête sur la Syrie depuis septembre 2011.

« Il est inadmissible que les Syriens doivent continuer à souffrir comme ils l'ont fait durant les quatre dernières années et vivre dans un monde où seules des initiatives limitées ont été entreprises pour restaurer la paix en Syrie et rendre justice aux victimes », a déclaré le Président de la Commission, Paulo Sérgio Pinheiro, dans un communiqué de presse annonçant la publication du rapport.

Le rapport de la Commission indique en effet que depuis 2012, le conflit armé en Syrie est marqué par la prolifération des parties prenantes, faisant preuve « d'un mépris total de leurs obligations en vertu du droit international ».

Selon l'étude, les autorités gouvernementales ont répondu aux troubles civils par une « augmentation des arrestations arbitraires, des disparitions et de la torture, et ont mené des attaques de plus en plus aveugles et meurtrières dans les zones peuplées de civils perçus comme étant affiliés à l'opposition ».

De nombreux groupes armés sont apparus suite aux affrontements de juin 2011, ajoute le rapport, précisant que deux groupes terroristes en particulier, Jabhat al-Nusra et l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL), se caractérisent par leur brutalité envers les civils et leurs attaques à l'encontre des minorités du pays.

Ces groupes prospèrent à mesure que le conflit s'enracine, déplore le rapport, soulignant qu'en 2014, l'EIL a pris le contrôle de ressources économiques importantes et a élargi la zone sous son contrôle, au moyen notamment de tactiques visant à semer la terreur parmi la population civile, dont le recours à des exécutions publiques et des mutilations.

Pour mettre un terme aux souffrances inadmissibles de la population civile, la Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie a affirmé que la responsabilité revenait aux États, en particulier ceux bénéficiant d'une influence sur les parties, de trouver une solution efficace et politique au conflit.

« Les victimes méritent bien plus que notre compassion. Nous ne pouvons pas continuer à exhorter à mettre un terme au conflit, et aux nombreux crimes qui en découlent, sans fournir une perspective et des moyens pour y parvenir », a dit en conclusion le Président de la Commission.

L'ONU condamne un incident raciste lors d'une rencontre européenne de football à Paris



Le porte-parole du HCDH, Rupert Colville.

Photo: ONU

20 février - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fermement condamné vendredi le comportement raciste dont ont fait preuve les supporters du club de football anglais Chelsea, à l'occasion d'un match européen organisé à Paris, en France.

L'incident est survenu mardi 17 février, alors que des supporters de Chelsea se déplaçaient en métro dans la capitale française pour assister au match de la Ligue des Champions opposant leur équipe, basée à Londres, et le Paris Saint-Germain F.C. Ces derniers ont alors été filmés par des caméras de vidéo-surveillance en train d'entonner une chanson à caractère raciste et d'empêcher un citoyen français d'origine africaine de monter à bord du train à la

station de métro Richelieu-Drouot.

« Au cours des dernières années, nous avons entrepris des discussions avec la FIFA [Fédération Internationale de Football Association] et l'UEFA [Union des Associations Européennes de Football] afin de réfléchir sur les moyens de mettre un terme au racisme dans le football, suite à de nombreux comportements racistes manifestés par des amateurs de football, notamment à l'intérieur des stades », a déclaré lors d'un point de presse à Genève le porte-parole du HCDH, Rupert Colville.

« Les événements de la station de métro Richelieu-Drouot à Paris montrent que beaucoup reste encore à accomplir avant que le racisme ne soit véritablement éradiqué du sport, sans parler de la société dans son ensemble », a-t-il déploré.

Suite à la couverture médiatique importante de l'incident, M. Colville s'est félicité de la condamnation sans appel du comportement des supporters par les dirigeants politiques et les médias, et a salué la décision des autorités françaises et anglaises d'ouvrir une enquête, tout en précisant que ce qui s'est produit à Paris n'est malheureusement pas un événement isolé.

Un rapport de l'ONU sur les origines du racisme dans le sport, rendu public récemment, recense en effet de nombreux exemples d'incidents lors de matchs de football européens, durant lesquels les joueurs ont été la cible d'insultes à raciales et de jets de bananes. Ce rapport fait également état de la présence croissante de groupes nationalistes et d'extrême droite à l'intérieure des stades.

« Des actes racistes de nature similaire ont lieu chaque jour, partout en Europe, sans susciter l'indignation, tout simplement parce qu'ils ne sont pas filmés », a déclaré M. Colville, incitant la communauté internationale à prendre appui sur l'indignation créée par l'incident de la station de métro parisienne Richelieu-Drouot pour redynamiser la lutte contre le racisme sous toutes ses formes.